

Israël, le petit boycott qui monte, qui monte...

10 février 2014



Emmanuel Riondé

Divers événements survenus ces derniers temps indiquent que le boycott d'Israël commence à gagner du terrain. Dans les esprits mais aussi en pratique. Ce qui inquiète Tel Aviv au plus haut point...

La passe d'armes en dit long sur la nervosité qui habite les dirigeants israéliens. Lors d'une Conférence sur la sécurité qui s'est tenue samedi 1er février à Munich, le secrétaire d'État américain John Kerry a, au détour d'une longue intervention, prononcé ces quelques phrases : « (...) pour Israël, il y a une campagne de délégitimation qui s'intensifie et prend de l'ampleur. Les gens y sont sensibles. On parle de boycott et d'autres choses de ce type. Allons-nous vers une amélioration avec tout ça ? »

Inutile de préciser que rien, dans sa tirade, ne laisse entendre que les États-Unis approuvent cette campagne. Au contraire, John Kerry, qui s'efforce de relancer les négociations entre les deux parties depuis des mois, voulait sonner l'alarme à l'intention de ses amis de Tel Aviv. Il a notamment souligné que le statu quo actuel lui paraissait « intenable et illusoire ». Mais le simple emploi du terme "boycott" a suffi à provoquer l'ire des ministres israéliens. Pour l'un d'entre eux, John Kerry s'est tout simplement montré « offensif, déloyal et insupportable » [1].

Mobilisation universitaire

Il est vrai que certains événements survenus ces derniers mois et dernières semaines sont de nature à faire monter la tension au sein de la coalition droite-extrême-droite qui dirige le pays. En décembre, l'American Studies Association (ASA), syndicat d'universitaires et de chercheurs aux États-Unis adoptait une résolution appelant au boycott académique d'Israël. 66% de votes pour. Bien que cela ne concerne qu'une minorité du monde universitaire nord-américain, cette position émane de l'une des organisations importantes de ce milieu. Et d'autant plus remarquée que même au temps de l'apartheid en Afrique du Sud, l'ASA ne s'était pas montrée aussi ferme [2].

Cette annonce est arrivée quelque mois après que l'Union européenne a publié une directive, en juillet dernier, qui rend inéligible aux financements européens toute entité israélienne – entreprise, université, laboratoire de recherche, association – implantée et opérant dans une colonie de Cisjordanie ou à Jérusalem-Est. Et ce à partir du 1er janvier 2014. Une clarification a minima si l'on s'en tient au seul droit international, mais qui n'a pas du tout plu aux autorités israéliennes. Dans la lignée, la plus importante banque danoise, Danske Bank, a décidé de ne plus collaborer avec la banque israélienne Hapoalim en raison de son implication dans le financement de construction de colonies. L'annonce en a été faite ce week-end [3].

"Boycott désinvestissement sanction"

Autant d'initiatives – académiques, institutionnelles ou privées – qui visent à se démarquer, sinon à la dénoncer explicitement, de la colonisation israélienne. Elles doivent être mises en relation avec la campagne Boycott désinvestissement sanction (BDS) qui, elle, appelle à un boycott global d'Israël. Cette campagne civile de dimension internationale a été lancée en juillet 2005 par des individus et des organisations issus de la société palestinienne s'inspirant des méthodes utilisées pour faire vaciller l'apartheid sud-africain dans les années 80.

« Nous, représentants de la société civile palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les hommes et femmes de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissements contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid. (...) Nous faisons appel à vous pour faire pression sur vos États respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israël. Ces mesures de sanction non violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international », peut-on lire dans l'appel palestinien produit un an après l'avis de la Cour de justice internationale de la Haye qui, le 9 juillet 2004, avait déclaré le tracé du mur illégal et demandé à Israël de mettre fin à sa construction.

Depuis son lancement, cette campagne, comme l'a constaté Kerry sans la nommer, gagne du terrain. Face au refus persistant d'Israël de mettre fin à l'occupation et de s'engager clairement dans la voie d'une résolution juste du conflit et face au renoncement de l'ensemble des puissances étrangères (États-Unis et UE en premier lieu) à simplement faire appliquer le Droit international, BDS apparaît de fait et de plus en plus comme un levier pertinent pour peser sur le cours des choses.

Scarlett Johanson fait des bulles

Cela s'est confirmé ces dernier jours au festival de BD d'Angoulême. Plus d'une soixantaine de dessinateurs – dont les Français Siné et Jacques Tardi et l'Américain Joe Sacco – y ont en effet signé une lettre pour demander aux organisateurs de mettre fin au partenariat du festival avec Sodastream, "la boisson officielle du festival". Sodastream est une entreprise israélienne de produits de gazéification dont l'une des usines principales est installée dans la colonie de Maale Adoumim. Située dans le prolongement de Jérusalem-Est et susceptible, si elle s'étend encore, de finir par couper en deux la bande de territoire, Maale Adoumim est une pièce centrale du dispositif israélien d'annexion de la Cisjordanie.

Un aspect des choses qui semble avoir échappé à Scarlett Johanson. La star hollywoodienne est soumise à un feu nourri de critiques ces derniers jours. Associée à une campagne de publicité pour Sodastream, elle est depuis fin janvier interpellée de toute part dans les médias et sur les réseaux sociaux. L'ONG britannique OXFAM dont elle était une ambassadrice lui a rappelé qu'elle s'opposait « à toute forme de commerce avec les colonies israéliennes ». Mais l'actrice a maintenu son contrat avec Sodastream, brandissant une rhétorique qui en dit long sur sa connaissance du sujet : « Je suis partisane d'une coopération économique et sociale entre Israéliens et Palestiniens. SodaStream est une entreprise engagée pour l'environnement. Elle construit un pont pour la paix entre Israël et la Palestine (...) » [4]

« Grandes attentes »

Dans un courrier adressé aux organisateurs du festival d'Angoulême, le juriste François Dubuisson rappelle que « SodaStream est l'une des sociétés à être tout particulièrement mise en cause pour la contribution de ses activités à la politique d'occupation et de colonisation mise en œuvre par le gouvernement israélien » [5]

De fait, le discours de Scarlett Johanson est en décalage complet avec la réalité de la situation sur le terrain. Et il est archétypal de cette vision hypocrite d'une paix dont il suffit d'évoquer la construction (ici l'actrice nous sert un « pont », pour changer du « processus ») pour échapper à ses responsabilités. Cela est de moins en moins supporté. Lors de son intervention à Munich, John Kerry a d'ailleurs rappelé que les attentes restent grandes concernant la question palestinienne : « Partout où je me rends dans le monde – je vous le promets, sans exagération, au Proche-Orient, en Afrique, en Amérique latine – l'une des premières questions venant de la bouche d'un ministre des Affaires étrangères, Premier ministre ou président est, "Ne pouvez-vous rien faire pour mettre fin à ce conflit entre Palestiniens et Israéliens ?" »

On sait quelle est la réponse de Kerry, Obama, Fabius, Hollande et consorts à cette impatience. À ce « non, nous ne pouvons rien » des plus « hauts dirigeants » de la planète, la campagne de boycott oppose qu'il est possible d'agir. Les responsables israéliens qui la voient de plus en plus s'imposer dans le paysage international comme un recours efficace l'ont bien compris. Ils s'en inquiètent désormais ouvertement. Au point que Benyamin Netanyahu devrait convoquer très prochainement une réunion de son équipe à ce sujet [6].

Le boycott et BDS expliqués par le cinéaste Eyal Sivan :

Emmanuel Riondé

Notes

[1] Sur Mondoweiss : « [Netanyahu and ministers lash out at 'insufferable' Kerry for mentioning 'boycotts'](#) »

[2] Sur France24 : « [Des universitaires américains boycottent Israël](#) »

[3] Sur Haaretz : « [Denmark's largest bank blacklists Israel's Hapoalim over settlement construction](#) »

[4] Sur le site de BDS : « [Publicité : les bulles israéliennes de Scarlett Johanson font polémique](#) »

[5] Sur le site de BDS : « [Sodastream : Lettre de François Dubuisson, professeur de droit aux organisateurs du Festival de BD](#) »

[6] Sur Lemonde.fr : « [La campagne de boycottage des colonies crée des remous entre Washington et Israël](#) »

»» <http://www.regards.fr/web/israel-le-petit-boycott-qui-monte,7445>